



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2015



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -76,20 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2015 s'élève à -76,20 Md€ contre -89,74 Md€ à fin octobre 2014 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse des

dépenses nettes du budget général à hauteur de 6,37 Md€ conjuguée à la hausse des recettes nettes de 7,20 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 255,57 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 16,24 Md€ au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,37 Md€ dont 2,50 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,66 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,67 Md€ essentiellement sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2015 s'élèvent à 255,57 Md€ contre 261,94 Md€ à fin octobre 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'opérations financières (-2,26 Md€) et d'investissement (-1,75 Md€) suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014 dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir. Cet écart résulte également de la diminution des charges de la dette

✓ Mission **Défense** : 2,57 Md€ dont 1,68 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » et 0,60 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,51 Md€ essentiellement sur les programmes « Police nationale » (0,81 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,67 Md€) ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durable** : 1,24 Md€ essentiellement sur le programme « Infrastructures et services de transports » à hauteur de 0,90 Md€ (cf. focus page 4).

de l'Etat (-1,30 Md€), des dépenses d'intervention (-1,10 Md€) et des dépenses de fonctionnement (-0,78 Md€). La baisse des dépenses de fonctionnement fait suite notamment au versement en 2014 de la dernière tranche de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité en partie compensée par une augmentation des dépenses sur la mission « Défense ». Les dépenses de personnel augmentent de 0,83 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 183,86 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 12,46 Md€ ;

IR : 5,00 Md€ notamment dus aux recettes de mensualisation d'octobre ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,08 Md€ (-2,58 Md€ au titre de la DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,38 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,76 Md€ (droits de mutations à titre gratuit par décès notamment).



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 228,59 Md€

Elles s'élevaient à 227,29 Md€ à périmètre constant à fin octobre 2014, soit une hausse de 1,29 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+2,29 Md€), d'IR (+0,86 Md€), des autres impôts directs et taxes assimilées pour +0,78 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et

taxes indirectes pour +1,85 Md€ (dont 1,27 Md€ de mutations à titre gratuit par décès). Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des recettes d'IS (-4,87 Md€) suite au dynamisme du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE).

Recettes non fiscales : 10,64 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2015 s'élèvent à 10,64 Md€ contre 9,01 Md€ à fin octobre 2014 à périmètre constant. La hausse s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite

pour +1,62 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -59,41 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -59,41 Md€ à fin octobre 2015 contre -62,36 Md€ à fin octobre 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport à 2014,

des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,85 Md€ (dont 2,71 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,49 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 3,27 Md€ correspondant aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune. Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,91 Md€ et des recettes pour 32,88 Md€

(notamment dus à l'échéance de taxes foncières au 15 octobre). Le compte spécial « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,61 Md€ dues essentiellement au versement des intérêts des OAT à taux fixes et des recettes pour 16,46 Md€ (principalement au titre de l'abondement du budget général au compte spécial).

Au 31 octobre 2015, le solde des comptes spéciaux est stable et s'établit à -4,49 Md€ contre -4,45 Md€ en octobre 2014.

Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 585,97 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 118,38 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 51,05 Md€ et 15,26 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



☞ Programme 203 « Infrastructures et services de transports »

Le programme 203 « **Infrastructures et services de transport** » fait partie de la mission « Ecologie, développement et mobilité durables ». Il porte à la fois sur les infrastructures et les services de transport routiers, ferroviaires, fluviaux, portuaires, maritimes et aéroportuaires, ainsi que sur la sécurité, la sûreté et la régulation des secteurs routiers et ferroviaires.

Une part importante du programme 203 est mise en œuvre par des opérateurs, entreprises publiques et délégataires sur lesquels l'Etat exerce son contrôle. Il s'agit notamment de la SNCF et de l'AFITF (Agence de financement des infrastructures de transport de France).

Le programme « Infrastructures et services de transport » en 2015, est décliné en 7 actions dont 4 principales :

- l'action « *Développement des infrastructures routières* » a pour objet la modernisation du réseau

routier national. Elle est intégralement financée par voie de fonds de concours versés par l'AFITF et les collectivités territoriales ;

- l'action « *Infrastructures de transports collectifs et ferroviaires* » vise à aménager les infrastructures de transport et à améliorer leur fiabilité ;

- l'action « *Infrastructures fluviales portuaires et aéroportuaires* » vise à favoriser le développement de la compétitivité des ports français dans le cadre de la transition énergétique et environnementale de la France ;

- l'action « *Entretien et exploitation du réseau routier national* » comprend des dépenses de réhabilitations routières, d'aménagements de sécurité et d'information routière des usagers.

Ce programme enregistre, à fin octobre 2015, un cumul de 3,87 Md€.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page
	Octobre	2015	2014 retraité 2014 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-1 662	-76 197	-89 737 -84 710	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	34 234	255 567	261 941 255 523	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	11 338	183 856	176 654 175 263	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	5 001	62 557	61 701 61 701	
- IS *	-355	17 437	22 309 22 309	
- TVA	12 459	118 410	116 124 114 738	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	21 234	-4 486	-4 450 -4 450	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-271	96 269		18
Dettes financières de l'Etat	-9 437	1 585 974		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	9 972	101 293	100 467	100 453
Dépenses de fonctionnement	4 190	42 632	43 416	43 453
Charges de la dette de l'Etat	16 238	41 194	42 498	42 498
Dépenses d'investissement	516	8 161	9 914	9 912
Dépenses d'intervention	3 132	60 126	61 222	54 781
Dépenses d'opérations financières	186	1 173	3 435	3 435
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	34 234	255 567	261 941	255 523
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	15 621	228 585	227 294	225 899
Recettes non fiscales	822	10 636	9 009	9 007
Prélèvements sur recettes	-5 459	-59 407	-62 355	-62 349
Fonds de concours	354	4 042	2 706	2 706
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	11 338	183 856	176 654	175 263
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	16 797	243 263	239 009	237 612
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-22 896	-71 711	-85 287	-80 260
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-353	2 249	1 754	1 754
Solde des comptes de concours financiers	21 703	-7 112	-6 420	-6 420
Solde des comptes de commerce	-117	279	137	137
Solde des comptes d'opérations monétaires	2	-1 770	-116	-116
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	21 234	-4 486	-4 450	-4 450
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-1 662	-76 197	-89 737	-84 710



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 972	101 293	100 467	100 453
Rémunérations d'activité	5 682	57 678	57 282	57 287
Cotisations et contributions sociales	4 211	42 955	42 529	42 511
Prestations sociales et allocations diverses	79	660	655	656
AUTRES TITRES	24 262	154 275	161 474	155 070
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 190	42 632	43 416	43 453
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 892	18 926	20 280	20 287
Subventions pour charges de service public	2 298	23 706	23 136	23 167
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 238	41 194	42 498	42 498
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 238	41 194	42 498	42 498
Titre 5 - Dépenses d'investissement	516	8 161	9 914	9 912
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	414	6 700	8 690	8 677
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	102	1 460	1 223	1 235
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 132	60 126	61 222	54 781
Transferts aux ménages	435	28 273	28 253	22 004
Transferts aux entreprises	1 162	7 627	8 921	8 775
Transferts aux collectivités territoriales	450	5 229	5 151	5 051
Transferts aux autres collectivités	1 082	18 979	18 874	18 936
Appels en garantie	4	17	23	15
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	186	1 173	3 435	3 435
Prêts et avances	1	40	8	8
Dotations en fonds propres	35	415	3 469	3 469
Dépenses de participations financières	150	719	-42	-42
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	34 234	255 567	261 941	255 523



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2015		Cumul à fin octobre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	175	200	2 727	2 536	2 131
Action de la France en Europe et dans le monde	83	90	1 617	1 574	1 191
Diplomatie culturelle et d'influence	37	82	699	656	633
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	24	297	292	307
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	33	4	114	13	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	216	213	2 279	2 204	2 111
Administration territoriale	141	140	1 429	1 398	1 392
Vie politique, culturelle et associative	10	10	221	185	189
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	64	63	629	622	530
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	381	433	2 498	2 298	2 619
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	295	323	1 288	1 107	1 400
Forêt	3	14	230	232	249
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	25	38	401	383	382
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	57	579	576	588
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	-1 137	116	290	2 048	2 204
Aide économique et financière au développement	-1 171	10	-932	847	837
Solidarité à l'égard des pays en développement	33	106	1 222	1 200	1 367
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	32	14	2 087	2 050	2 244
Liens entre la Nation et son armée	4	1	23	21	31
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	27	4	1 972	1 945	2 129
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	1	9	92	84	84
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	47	50	503	511	504
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	32	290	299	297
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	18	173	171	168
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	174	184	2 136	2 043	2 038
Patrimoines	69	50	620	546	526
Création	23	34	617	619	649
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	82	100	900	878	863
DEFENSE	4 055	2 569	32 535	34 037	34 809
Environnement et prospective de la politique de défense	132	112	1 005	1 157	1 010
Préparation et emploi des forces	428	595	6 894	6 522	7 200
Soutien de la politique de la défense	1 689	1 677	17 933	18 013	17 350
Equipement des forces	1 805	184	6 703	8 345	7 499
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 750
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	106	120	930	910	887
Coordination du travail gouvernemental	46	55	400	402	383
Protection des droits et libertés	4	4	87	79	69
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	56	60	443	429	435
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	509	1 241	7 847	7 780	7 537
Infrastructures et services de transports	212	902	3 426	3 869	3 675
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	13	141	129	134
Météorologie	0	0	149	149	199
Paysages, eau et biodiversité	8	6	200	209	206
Information géographique et cartographique	0	11	82	82	95
Prévention des risques	32	33	158	153	159
Energie, climat et après-mines	0	3	389	383	420
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	247	272	3 301	2 805	2 868
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	-170
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	-50



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2015		Cumul à fin octobre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	94	119	1 189	1 146	1 281
Développement des entreprises et du tourisme	43	67	672	634	732
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	37	379	376	383
Stratégie économique et fiscale	14	15	138	136	136
Projets industriels (2)	0	0	0	0	60
Innovation (2)	0	0	0	0	-30
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	113	118	11 532	10 596	10 973
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	85	104	1 227	1 133	1 099
Aide à l'accès au logement	2	2	10 097	9 147	9 463
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	27	12	209	316	411
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	16 243	16 243	42 936	41 462	46 148
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 238	16 238	41 194	41 194	42 498
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	4	17	17	7
Epargne	0	0	339	251	382
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	1 386	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 315	5 366	55 202	55 034	53 963
Enseignement scolaire public du premier degré	1 660	1 659	16 474	16 470	16 080
Enseignement scolaire public du second degré	2 499	2 502	25 582	25 574	25 300
Vie de l'élève	319	369	4 155	4 092	3 773
Enseignement privé du premier et du second degrés	550	551	6 044	6 035	6 005
Soutien de la politique de l'éducation nationale	203	196	1 837	1 761	1 728
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	84	89	1 111	1 103	1 076
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	862	884	9 231	9 187	9 270
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	659	662	6 791	6 753	6 841
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	67	77	837	859	861
Facilitation et sécurisation des échanges	119	123	1 340	1 331	1 319
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	11	104	101	107
Fonction publique	4	11	159	142	142
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	69	44	536	449	482
Immigration et asile	60	36	498	416	452
Intégration et accès à la nationalité française	9	8	38	33	30
JUSTICE	195	556	5 435	6 383	6 223
Justice judiciaire	122	226	2 285	2 553	2 506
Administration pénitentiaire	-8	243	1 954	2 657	2 566
Protection judiciaire de la jeunesse	56	63	654	624	618
Accès au droit et à la justice	6	3	300	296	296
Conduite et pilotage de la politique de la justice	18	22	239	249	236
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	56	51	551	501	607
Presse	46	41	186	189	192
Livre et industries culturelles	2	1	234	181	180
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	8	8	131	131	221
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	15



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2015		Cumul à fin octobre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	92	265	1 689	1 754	1 591
Emploi outre-mer	18	223	1 261	1 260	1 060
Conditions de vie outre-mer	75	42	428	494	531
POLITIQUE DES TERRITOIRES	27	72	499	599	636
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	13	19	63	182	196
Interventions territoriales de l'Etat	13	5	15	23	34
Politique de la ville (4)	2	48	421	393	406
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	260	2 667	24 541	23 071	25 572
Formations supérieures et recherche universitaire	80	1 818	12 382	12 420	12 077
Vie étudiante	1	259	2 256	2 075	2 010
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	15	246	6 193	5 008	4 857
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 279	1 151	1 208
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 200
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	111	114	1 157	1 220	965
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	33	209	795	756	872
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	89	89	61
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	107	84	56
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	20	282	268	266
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	132	228	6 180	6 087	6 218
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	109	93	3 888	3 866	3 974
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	711	688
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	23	63	1 510	1 510	1 557
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	101	129	2 448	2 261	2 372
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	96	118	2 218	2 016	1 940
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	5	10	230	244	432
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 339	11 332	88 929	88 911	83 508
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 481	6 474	78 067	78 049	72 931
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 857	4 857	10 862	10 862	10 576
SANTE	19	12	1 107	907	909
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	19	12	478	394	446
Protection maladie	0	0	630	514	463
SECURITES	1 504	1 513	15 473	14 996	14 801
Police nationale	816	810	8 050	7 943	7 742
Gendarmerie nationale	651	670	6 840	6 691	6 652
Sécurité et éducation routières	4	3	29	21	90
Sécurité civile	32	30	554	341	317



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2015		Cumul à fin octobre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	116	371	14 382	13 681	13 261
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	30	37	2 403	2 025	1 557
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	10	249	10 635	10 414	10 371
Egalité entre les femmes et les hommes	2	3	19	17	19
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	73	82	1 324	1 225	1 314
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	10	13	505	403	391
Sport	3	7	217	222	228
Jeunesse et vie associative	6	7	287	181	163
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	569	445	11 091	9 648	9 168
Accès et retour à l'emploi	478	348	7 704	7 041	6 186
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	29	35	2 644	1 949	2 340
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	132	59	42
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	61	612	599	600
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	41 672	45 565	348 274	344 478	345 449
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	30 333	34 234	259 345	255 567	261 941

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois	Cumul à fin octobre		
		2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.	Octobre			
Impôt sur le Revenu (A)	5 477	68 767	67 518	67 518
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	705	3 624	3 197	3 188
Impôt sur les sociétés (C)	732	42 475	43 178	43 178
Impôt sur les sociétés	721	41 591	42 288	42 288
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	11	884	890	890
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	353	13 168	12 387	12 387
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	81	694	547	547
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	77	3 542	3 265	3 265
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	61	89	89
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	148	5 037	4 908	4 908
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	127	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	19	116	116
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	14	16	16
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	24	27	27
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	63	65	65
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	189	6	6
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	33	70	70
Recettes diverses	31	3 320	3 163	3 163
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 297	11 150	10 898	10 898
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 625	161 000	158 166	156 780
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 762	17 311	15 458	15 458
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	39	341	307	307
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	121	126	126
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	6	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	105	1 265	1 176	1 176



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	961	8 508	7 241	7 241
Contribution de sécurité immobilière	55	482	463	463
Autres conventions et actes civils	41	373	420	420
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	318	301	301
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	12	110	102	102
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	22	191	147	147
Timbre unique	27	152	175	175
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	15	642	253	253
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	4	38	31	31
Taxe générale sur les activités polluantes	9	135	179	179
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	25	24	24
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	130	130	130
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	4	4
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	46	45	45
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	44	42	42
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	27	27
Taxe de l'aviation civile	6	59	103	103
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	30	29	29
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	185	1 679	1 666	1 666
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	69	596	590	590
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	365	363	363
Prélèvement sur les paris sportifs	20	171	138	138
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	48	50	50
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	76	758	620	620
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	3	3
Autres taxes	8	71	107	107
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	26 952	317 496	310 802	309 407
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	15 621	228 585	227 294	225 899



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	376	4 002	3 726	3 726
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 301	576	576
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	108	389	120	120
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	268	2 311	3 030	3 030
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	143	1 265	1 656	1 654
Revenus du domaine public non militaire	9	169	179	179
Autres revenus du domaine public	1	83	198	198
Revenus du domaine privé	7	44	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	85	282	282
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	120	844	911	909
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	29	36	36
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	3	12	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	103	881	840	840
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	369	337	337
Autres frais d'assiette et de recouvrement	56	449	426	426
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	49	56	56
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	5	12	12
Autres recettes diverses	1	9	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	27	350	313	313
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	19	173	120	120
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	5	25	25
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	17	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	0	33	32	32
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	95	99	99
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	8	8
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	19	13	13



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	88	2 155	532	532
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	1 467	104	104
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	10	105	45	45
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	4	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	75	561	354	354
Frais de poursuite	1	7	10	10
Frais de justice et d'instance	1	8	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
Divers (F)	86	1 982	1 942	1 942
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	805	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	273	99	99
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	172	148	148
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	23	42	42
Recouvrements après admission en non-valeur	15	111	138	138
Divers versements de l'Union européenne	0	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	18	18	18
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	14	17	17
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	215	194	194
Produits divers	3	106	145	145
Autres produits divers	9	148	272	272
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	822	10 636	9 009	9 007



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 077	-42 379	-45 232	-45 226
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 575	-31 489	-34 197	-34 191
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-10	-12	-12
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-4	-76	-26	-26
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-902	-3 990	-4 222	-4 222
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-67	-1 698	-1 644	-1 644
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-35	-39	-39
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-30	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-16	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-3	-2	-2
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-2 969	-2 770	-2 770
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-37	-600	-689	-689
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-212	-212
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-10	-178	-266	-266
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-69	-69	-69
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	-7	-7	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-141	-196	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 382	-17 028	-17 123	-17 123
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 459	-59 407	-62 355	-62 349
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	318	3 793	2 520	2 520
Fonds de concours - coopération internationale	36	249	186	186
TOTAL FONDS DE CONCOURS	354	4 042	2 706	2 706

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 226	4 873	51 569	53 727	53 819	55 481	2 249	1 754
Aides à l'acquisition de véhicules propres	25	23	185	172	259	283	74	110
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	12	141	708	781	1 203	1 153	495	372
Développement agricole et rural	26	2	97	115	130	112	34	-4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	50	32	317	206	313	314	-4	107
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 402	219	1 497	684	95	465
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	26	260	250	565	417	305	167
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	16	4	17
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	63	3	1 724	5 172	1 698	4 988	-26	-184
Pensions	5 023	4 443	46 662	46 287	47 335	47 096	673	809
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	200	218	24	509	19	291	-5
Comptes de concours financiers	11 494	33 197	87 190	95 467	80 079	89 047	-7 112	-6 420
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 266	16	3 301	3 357	107	84	-3 195	-3 272
Avances à l'audiovisuel public	306	203	3 056	2 959	1 838	1 571	-1 218	-1 388
Avances aux collectivités territoriales	7 909	32 883	80 082	77 850	77 580	76 507	-2 502	-1 343
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	10 496	0	10 436	0	-60
Prêts à des Etats étrangers	14	96	637	393	504	434	-133	41
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	114	412	51	15	-63	-397
Comptes de commerce	16 703	16 586	45 340	47 211	45 619	47 348	279	137
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	40	8	467	546	593	621	126	75
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	12	127	131	124	127	-3	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 197	1 417	1 197	1 417	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	31	87	451	498	547	519	96	21
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 613	16 461	43 044	44 569	43 069	44 583	25	14
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	8	4	2	9	8	5	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	5	34	31	57	57	23	26
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	3	16	16	22	16	6	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
Comptes d'opérations monétaires	111	113	4 451	2 172	2 682	2 056	-1 770	-116
Emission des monnaies métalliques	0	3	109	123	202	201	93	78
Opérations avec le Fonds Monétaire International	103	103	4 319	2 042	2 451	1 848	-1 867	-194
Pertes et bénéfices de change	8	7	24	7	28	7	4	1
TOTAL COMPTES SPECIAUX	33 535	54 769	188 551	198 577	182 198	193 932	-6 353	-4 644
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	33 432	54 666	184 233	196 534	179 747	192 084	-4 486	-4 450

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	204	806
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	2	-1	2
	Divers organismes à caractère financier	218	182	400
	Total organismes à caractère financier	833	384	1 217
	CEPL			
	Régions	926	-214	712
	Départements	4 624	-1 321	3 303
	Communes	18 472	1 402	19 875
	HLM	360	-43	318
	Autres	19 448	477	19 925
	Total CEPL	43 831	302	44 133
	Hôpitaux	4 287	90	4 377
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	1 656	11 615
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	232	4 100
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	2 113	4 773
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	-9	755
	Total établissements publics nationaux	17 251	3 992	21 243
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-2 057	8 731
Communautés européennes	1 906	325	2 231	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	14	60	
GIP	577	59	636	
EPL	1 931	567	2 498	
Autres correspondants	12 163	-1 037	11 127	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	-435	14 321	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	2 601	96 253	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-337	16
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-377	16
Total Passif (A)		94 045	2 224	96 269
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	2 224	96 269



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	52 076	1 579 638
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	67 334	1 419 611
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	118 382	1 314 925
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	115 344	1 134 892
- <i>taux variable</i>	157 169	4 602	161 771
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-51 048	104 686
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-47 155	96 283
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 711	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-15 258	160 027
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-15 258	160 027
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	1 578	6 336
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	53 654	1 585 974



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.